



Conférence des ministres de l'Éducation
des États et gouvernements de la Francophonie

CONFEMEN *infos*

Bulletin trimestriel d'information du Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN - 1^{er} trimestre 2013 - N° 30

ÉDITORIAL



LA CONFEMEN ET LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les objectifs d'un meilleur équilibre au développement humain et de sauvegarde de l'environnement sont au cœur des politiques de développement élaborées et mises en œuvre ces

dernières années par les États et les institutions régionales, nationales et internationales. La CONFEMEN en a toujours fait une préoccupation essentielle. La dernière en date est la prise en compte du développement durable dans le thème de la 55^e session ministérielle (N'djamena, décembre 2012) et qui a abouti à la publication du document de réflexion et d'orientation portant sur : « La diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain en lien avec le développement durable et les Technologies de l'information et de la communication ».

L'importance du sujet mérite de rappeler les recommandations prises par les ministres de l'éducation de la CONFEMEN : (i) intégrer la préoccupation de développement durable au sein des disciplines existantes, plutôt que d'en faire une nouvelle discipline ; (ii) appuyer toute initiative locale visant au développement durable, dans toute sa diversité, en veillant toutefois à ne pas affaiblir les apprentissages fondamentaux ; (iii) restaurer l'importance de l'éducation en matière d'agro-sylvo-pastorale dans l'éducation de base, notamment dans une perspective d'autonomie et de sécurité alimentaire et (iv) appuyer toute initiative locale visant à la fois à réaliser des économies d'énergie et de consommation d'eau au niveau des établissements scolaires ainsi qu'à favoriser l'accès à des sources d'énergie alternative, en veillant à documenter et à partager les expériences réussies.

Comme je l'ai noté dans une communication aux Assises françaises de l'Éducation à l'environnement et au développement durable (Lyon, mars 2013), ce sujet d'actualité traité lors des grands débats internationaux, va bien au-delà d'une vision théorique et exige la prise d'engagements et d'actions concrètes.

Pour ce faire, La CONFEMEN envisage de mettre en place avec le concours d'experts et de spécialistes, des outils didactiques tels que des fiches pédagogiques, des films documentaires et des projets pilotes au niveau des pays francophones du sud.

KI Boureima Jacques
Secrétaire Général

Signature d'une convention de financement avec l'AFD pour les évaluations du PASEC

Le Secrétaire général de la CONFEMEN, Monsieur KI Boureima Jacques, et le Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Sénégal, Monsieur Olivier PEZET, ont signé le lundi 11 mars 2013, en présence de Monsieur Nicolas NORMAND, Ambassadeur de la France au Sénégal, une convention de financement d'un montant de 4 million d'euros (2,6 milliards de FCA) destiné au Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC).

Il s'agit d'un second financement pour le programme qui évalue les compétences des élèves dans les diffé-



rents pays membres. Le premier concours de 1,3 millions d'euros, achevé en 2012, avait pour objet principal la conduite d'évaluations nationales et la révision des outils d'évaluation du PASEC pour les adapter aux normes internationales. Le présent projet vise d'une part à l'amélioration du programme par le biais d'évaluations internationales groupées dans 10 pays de la CONFEMEN afin de leur donner des éléments de comparaison de leur performance, et d'autre part le renforcement des capacités des pays participant aux évaluations PASEC.

SOMMAIRE

02 Signature de la convention avec l'AFD

Premier regroupement équipes nationales PASEC

03 Réunion du Groupe de travail des correspondantes et correspondants nationaux

04 Intervention de la CONFEMEN à la 87^e session du CPF

04 La CONFEMEN dans les rencontres internationales

05 Quinzaine de la Francophonie au Sénégal

05 Concours des 10 mots de la Francophonie

06 Session ministérielle : Album photos

06 PASEC : Première réunion du comité de pilotage

09 Atelier international sur la gestion axée sur les résultats dans le domaine de l'éducation

10 PASEC : Évaluations en cours

11 Atelier de travail de la CONFEMEN à Saly

12 Convention de partenariat avec le CIEP



La première vague d'évaluations internationales débutera en 2014 avec le Bénin, le Burkina Faso, le

Burundi, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Les évaluations porteront sur les élèves de 2^e et de 6^e années du primaire, en lien avec l'enquête SACMEQ de 6^e année dans 15 pays d'Afrique subsaharienne anglophone. Les résultats régionaux devraient être disponibles fin 2015 avant des analyses nationales par les pays en 2016.

Les pays membres de la CONFEMEN se sont résolument investis pour améliorer l'accès à l'éduca-

tion et ont conscience que la réussite de ces efforts passe par une amélioration de la qualité de l'éducation. Le PASEC fournit aux pays de la CONFEMEN les outils et les renforcements de capacités nécessaires à une mesure de cette qualité et à une analyse des leviers de son amélioration. L'AFD souhaite accompagner les États membres de la CONFEMEN et les ministères du secteur dans cette haute ambition.

Premier regroupement des équipes nationales PASEC

Le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) a organisé du 18 au 28 février 2013 à Saly Portudal, au Sénégal, le premier regroupement des équipes nationales PASEC dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel 2013-2016 du programme.



Ce plan d'action qui bénéficie d'un appui financier de l'AFD et de la Banque mondiale, prévoit de réaliser des évaluations groupées de dix pays d'Afrique subsaharienne francophone (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Tchad et Togo).

Ce premier regroupement qui a connu la participation des équipes nationales PASEC de ces 10 pays est le premier d'une série de regroupements qui vise à former les équipes nationales aux procédures d'évaluation PASEC afin de garantir

la standardisation des procédures par des formations groupées, mais aussi une même compréhension des enjeux et des objectifs des évaluations PASEC selon les nouvelles orientations.

En rappel, depuis 2011, le PASEC est dans un processus de réforme tant au niveau des instruments, de la méthodologie qu'au niveau du pilotage et de la gouvernance. Le programme opte de réaliser tous les cinq (5) ans une évaluation groupée de plusieurs pays dans le but de produire un rapport international qui met l'accent sur la comparaison entre

les systèmes éducatifs en terme de performances avec une plus grande implication des équipes nationales qui ont la responsabilité de l'élaboration des rapports nationaux.



RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL des correspondantes et correspondants nationaux



La réunion du Groupe de travail des correspondantes et correspondants nationaux (CN) des États et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN a eu lieu du 25 au 27 mars 2013, à Dakar (Sénégal). L'objet de la réunion était de recueillir les avis techniques des CN, leurs réflexions et suggestions sur la base d'une analyse critique en vue d'améliorer les différents documents proposés relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2014 et à la préparation de la prochaine réunion du Bureau.

Les participants ont pu examiner les documents relatifs à la stratégie de mise en œuvre des recommandations des Assises sur l'EFTP et de la 55^e session ministérielle et à la Réunion débat sur « l'efficacité de l'aide au développement dans le secteur de l'éducation au niveau des pays membres de la CONFEMEN et préparation du bilan de l'EPT en Francophonie et les priorités de l'après 2015. Les termes de référence relatifs à l'étude sur la gouvernance des systèmes éducatifs dans le cadre du processus de décentralisa-

tion et à la définition de nouvelles orientations sur la qualité de l'Éducation ont également été examinés et enrichis.

En parlant de l'avancée des activités de la CONFEMEN depuis la session ministérielle de 2012, le Secrétaire général de la CONFEMEN s'est réjoui de la signature de conventions de finan-



cement avec l'AFD et avec la Banque mondiale dans le cadre du plan d'action 2013-2016 du PASEC. Il a exprimé également sa reconnaissance à l'OIF et à l'UNESCO pour le partenariat qu'elles entretiennent avec la CONFEMEN ; un partenariat reconnu et salué par Madame Fadia Nassif, qui a représenté l'OIF à la réunion du Groupe de travail.

Présidant la cérémonie d'ouverture, Monsieur Joseph Pierre Ndiaye, directeur de Cabinet, représentant le ministre de l'Éducation nationale du Sénégal, a souhaité une optimisation des travaux du Groupe de travail et a insisté

sur l'importance de l'Éducation pour le développement des pays membres et sur la nécessité de concentrer les efforts sur la qualité et la gouvernance de l'éducation.

La cérémonie de clôture a été présidée par Monsieur Elimi Tchonaï Hassan, ministre de l'enseignement fondamental et de l'alphabétisation du Tchad, président en exercice de la CONFEMEN. Il a félicité le Secrétaire général de la CONFEMEN qui a réussi le pari de tenir la réunion du Groupe de travail et d'atteindre les objectifs assignés. Particulièrement satisfait de la qualité des documents présentés et de la bonne atmosphère de travail, il a tenu à remercier les pays pour leur engagement à travers les Correspondants nationaux. Il a remercié le Sénégal pour son soutien constant à l'institution en tant que pays siège.

La réunion a tenu toutes ses promesses dans le sens notamment de

réussir la préparation et la tenue de la Réunion du Bureau prévue en début juin à Liège.



INTERVENTION DE LA CONFEMEN À LA 87^e SESSION DU CONSEIL PERMANENT DE LA FRANCOPHONIE

Le 15 mars dernier, à l'occasion de la 87^e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) à Paris, le Secrétaire général de la CONFEMEN, KI Boureima Jacques, a prononcé une allocution portant sur le processus d'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives au niveau des pays du Sud, membres de la CONFEMEN.

Cette contribution coïncidait avec la publication du rapport de l'étude sur la synthèse des politiques éducatives, réalisée en novembre 2012 avec l'appui financier de l'OIF et qui a été présentée lors de la 55^e session ministérielle qui s'est déroulée en décembre à Ndjamena, au Tchad.

L'intervention du Secrétaire général s'est focalisé sur les conclusions du rapport qui indiquent des éléments fondamentaux qui caractérisent le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques éducatives dans les pays du Sud.

Le Secrétaire général a fait ressortir que les choix politiques se traduisent principalement par trois aspects majeurs :

Premièrement par une place centrale accordée à la citoyenneté et aux valeurs, la formation du citoyen en général et le plein développement de la personnalité humaine, de la démocratie et du progrès social.

Deuxièmement par un souci d'équité, c'est-à-dire contribuer à réduire le degré de pauvreté en offrant aux groupes les plus défavorisés, notamment les enfants, les jeunes filles et les femmes, surtout ceux des zones rurales, les possibilités de se former et de mieux se préparer pour la vie.

Finalement par le développement économique et social placée au cœur des préoccupations avec notamment la formation des adultes performants dotés d'esprit d'initiative, ayant le goût de la recherche, capables de s'auto employer, de créer des emplois et de contribuer ainsi efficacement au développement du pays.

Selon les résultats de l'étude, les objectifs de la plupart des politiques éducatives analysées ont un caractère holistique avec la prise en compte de tous les sous-secteurs, du préscolaire au supérieur et des trois dimensions fondamentales (l'accès, la qualité et la gestion des sys-

tèmes éducatifs) ainsi que la correction des disparités avec l'ambition d'une éducation inclusive et une articulation avec le développement économique et durable. Les politiques éducatives sont centrées sur l'atteinte des objectifs de l'Éducation pour tous en 2015.

Au regard des constats et dans le souci d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives au niveau des pays francophones du Sud, l'étude a formulé un certain nombre de recommandations, parmi lesquelles on note :

- l'adoption de l'approche holistique, intégrée et diversifiée de l'éducation ;
- l'harmonisation des mécanismes de coordination et de suivi des politiques éducatives dans l'espace francophone ;
- une meilleure prise en compte de l'alphabétisation, de l'éducation non formelle et de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans les politiques éducatives ;
- la prise en compte dans les curricula, de la question de la prévention et de la gestion des conflits ;
- la participation du secteur privé en tant qu'acteur stratégique dans le développement de l'éducation ;
- l'implication effective de la société civile et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives ;
- le développement de stratégies nouvelles de mobilisation de ressources additionnelles pour le secteur de l'éducation ;
- la mise en œuvre d'un plan de communication pour rendre l'éducation plus visible, plus crédible et plus soutenue par l'ensemble des acteurs.

L'Analyse des politiques éducatives des pays du Sud membre de la CONFEMEN est par ailleurs disponible en version imprimée au Centre d'Information et de Documentation et en version électronique sur le site web de la CONFEMEN.

La CONFEMEN dans les rencontres internationales

3^e Assises de l'éducation à l'environnement et au développement durable

Le Secrétaire général a été invité à prononcer un discours dans le cadre des 3^e Assises de l'éducation à l'environnement et au développement durable qui se sont déroulées à Lyon du 5 au 7 mars 2013. À travers un enregistrement vidéo, le Secrétaire général a renouvelé l'engagement de la Francophonie, et plus particulièrement celui de la CONFEMEN, à promouvoir l'éducation au développement durable dans les réflexions et les actions.

Consultation thématique mondiale sur l'éducation après 2015

Le Secrétaire général a participé à la Consultation thématique mondiale sur l'éducation après 2015 organisée par les Nations Unies et l'UNICEF qui se tenait à Dakar les 18 et 19 mars 2013. La rencontre a examiné les progrès accomplis et a proposé une voie à suivre pour l'éducation dans le cadre du programme de développement post-2015.

Initiative d'accélération de l'Éducation pour tous

Le Pôle politiques éducatives de la CONFEMEN a participé, du 20 au 23 mars 2013, à Dakar, à un atelier sur l'Initiative d'accélération de l'EPT pour l'Afrique subsaharienne «La Grande poussée» 2013-2015. Cette rencontre permettra d'assister les 10 pays sélectionnés dans l'élaboration de cadres d'accélération EPT adaptés à leur situation, d'aider les pays dans le suivi de la mise en œuvre de ces cadres d'accélération et de développer des modalités d'échange avec 10 autres pays intéressés dans l'opérationnalisation des cadres d'accélération.

QUINZAINE DE LA FRANCOPHONIE AU SÉNÉGAL



dans sa plénitude et en partage », a-t-il déclaré lors du lancement officiel de la Quinzaine de la Francophonie sur le « rôle des diasporas » francophones. Car « la Francophonie est son support le plus solide lorsque la langue est vecteur du choix du voyage ».

Organisée par le Groupe des Amis de la Francophonie du Sénégal, la Quinzaine de la Francophonie propose un programme riche et varié comportant une trentaine d'activités gratuites culturelles, scientifiques, éducatives, sportives, gastronomiques, dans les centres culturels et universitaires de Dakar et de sa région.

Chaque année, la CONFEMEN y participe de façon active avec l'organisation du Concours des 10 mots de la Francophonie, dont la cérémonie de remise des prix pour les lauréats nationaux et supranationaux s'est tenue lors de la journée de clôture de la Quinzaine.

La Quinzaine de la Francophonie s'est déroulée cette année du 19 mars au 19 avril 2013 sous le thème « Le rôle des diasporas en Francophonie ». La cérémonie du lancement était placée sous la présidence de Monsieur Abdoul MBAYE, Premier ministre de la République du Sénégal et s'est déroulée en présence des représentants diplomatiques des pays de la Francophonie, des représentants d'institutions nationales et internationales basées à Dakar dont la CONFEMEN, l'AUF et la CONFEJES.

Le Premier ministre a évoqué dans son discours le fait que la diaspora est susceptible de favoriser l'enrichissement des nations. Cependant il refuse d'accepter l'idée de « déperdition et d'aliénation » redoutée chez les migrants. « Elle (la diaspora) est une diversité vécue

La cérémonie a été suivie d'une table ronde « Diaspora et Francophonie : concepts, expériences, politiques » animée par l'éminent philosophe sénégalais, le Professeur Souleymane Bachir Diagne et l'Ambassadeur de la Roumanie, Son Excellence Monsieur Ciprian MIHALI.



CONCOURS DES 10 MOTS DE LA FRANCOPHONIE

Le 19 avril, à la Place du souvenir africain s'est déroulée la cérémonie de remise des prix aux lauréats de la 8^e édition du

Concours des 10 mots de la Francophonie organisé par la CONFEMEN et ses partenaires dans le cadre de la Quinzaine de

la Francophonie. Trente lauréats ont été récompensés à cette occasion, dont quinze pour le concours national au Sénégal et quinze pour le concours supranational qui a vu la participation de huit pays (le Niger, le Liban, le Burkina Faso, le Bénin, le Tchad, le Cameroun, le Sénégal et la RD Congo). Pour l'édition 2013 qui se plaçait sous le thème « Dis-moi dix mots semés au loin », le concours a enregistré la participation de plus de 6.500 élèves dans la

catégorie rédaction et plus de 1.000 pour la catégorie illustration. Un très beau succès pour cet événement qui, depuis 2006, vise à contribuer à la promotion de la langue française et développer l'esprit de créativité des jeunes.

Les textes et les illustrations des lauréats, de même que le palmarès des nominés pour les concours national et supranational seront publiés dans la prochaine édition du CONFEMEN infos.





CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE



RÉUNION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX





RÉUNION DU BUREAU



DINER DE GALA



RÉUNION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (CAF)





PASEC : Première réunion du comité de pilotage



La première session du comité de pilotage s'est déroulée le 28 mars 2013 à Dakar, au Sénégal, sous la présidence de M. Hassan TCHONAÏ ELIMI, par ailleurs ministre de l'enseignement fondamental et de l'alphabétisation du Tchad, président en exercice de la CONFEMEN. Le comité de pilotage est en outre composé du Secrétaire général, M. KI Boureima Jacques, de quatre correspondants nationaux, dont ceux du Cameroun, de la France et du Canada qui étaient présents, et de deux membres du Comité scientifique, François NDEBANI, président du CS, et Jean-Claude EMIN. Le coordonnateur par intérim et le gestionnaire étaient également présents à cette rencontre. Rappelons que le comité de pilotage du PASEC a été mis en place en décembre 2012, à l'issue de la 55^e session ministérielle.

La rencontre a ainsi permis de valider le programme d'activités et le budget 2013 du PASEC. Le coordonnateur par intérim a fait une présentation de la programmation, portant essentiellement sur la préparation des évaluations

groupées, la finalisation des évaluations nationales en cours, les formations pour les conseillers techniques et pour les équipes nationales et décideurs politiques.

Un point sur les travaux réalisés a également été fait, notamment sur le premier regroupement international et l'atelier de formation des décideurs. Le plan d'action a été entériné par le comité de pilotage.

Au nombre des décisions du comité de pilotage figure le recrutement du nouveau coordonnateur du PASEC. Le comité de pilotage a accepté la proposition du comité de sélection, formé de correspondants nationaux de la CONFEMEN et de membres du comité scientifique du PASEC. Ainsi, M. Jacques MALPEL a été recruté comme coordonnateur du PASEC. Il est entré en fonction en début mai. M. Oswald KOUSSIHOUËDE a été nommé coordonnateur adjoint du PASEC.



NOUVEAU VISAGE



Hilaire HOUNKPODOTE, de nationalité béninoise, a intégré l'équipe des Conseillers techniques du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) depuis avril 2013.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Statisticien Économiste obtenu à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) en Côte d'Ivoire, il a eu à travailler pendant plus de trois ans comme Chargé d'études à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) au Bénin. Il fut non seulement Consultant au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, mais aussi à la CONFEMEN.

ATELIER INTERNATIONAL SUR LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION



Le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) a organisé un atelier international pour le renforcement de capacités des décideurs et analystes sur la Gestion axée sur les résultats (GAR) dans le domaine de l'éducation à Saly-Portudal au Sénégal, du 20 au 22 mars 2013. Cet atelier a réuni des délégations de onze pays d'Afrique Subsaharienne francophone : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

L'atelier avait pour objectif d'informer et de sensibiliser les décideurs et les responsables des équipes nationales PASEC, sur l'importance de la Gestion axée sur les résultats (GAR) dans la planification des systèmes éducatifs. Il s'agissait de renforcer également la « Culture de l'évaluation » au sein de ces pays afin de les outiller à la compréhension des indicateurs de qualité de l'éducation et permettre aux pays de mesurer l'intérêt d'utiliser les résultats des évaluations dans la définition des politiques publiques d'éducation.

L'atelier s'inscrivait dans le cadre d'un projet cofinancé par la Banque mondiale, l'Agence Française de Développement et la CONFEMEN. Pour une durée de trois ans, le projet doit permettre la mise en place d'un réseau de décideurs et d'analystes pour la démarche GAR dans les systèmes éducatifs en vue d'améliorer la qualité des apprentissages. Il est mis en œuvre dans le cadre du plan d'actions

2013-2016 du PASEC qui souhaite repositionner la question de la qualité des apprentissages au cœur des problématiques éducatives.

À l'ouverture des travaux, le Secrétaire général de la CONFEMEN, M. KI Boureima Jacques a indiqué que la qualité de l'éducation est l'une des priorités de l'après 2015 et que les pays qui seront en mesure de gagner ce pari feront à coup sûr la différence. « Nos systèmes éducatifs doivent résolument mettre l'accent sur la performance et le développement des compétences en vue de faciliter l'insertion socio-professionnelle des jeunes et l'évaluation des acquis scolaires est l'un des moyens pour assurer la qualité de l'éducation » a-t-il ajouté.

Pour l'attaché de coopération à l'ambassade de France au Sénégal, M. Eric COI-

GNARD, l'émergence de l'Afrique est synonyme d'un développement du secteur de l'éducation dans le cadre notamment de l'analyse des systèmes éducatifs. Aussi a-t-il félicité l'action de la CONFEMEN et son programme PASEC qui se concentre sur la promotion de l'éducation pour tous et de qualité dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Au nom du ministre de l'Éducation nationale du Sénégal, vice-président de la CONFEMEN, le Directeur de l'Enseignement élémentaire, M. Abdou DIAO, a salué la pertinence et le caractère actuel du thème de l'atelier qui cadre avec la nouvelle lettre de politique éducative adoptée par le gouvernement sénégalais et signée le 6 février dernier sur la base de quatre principes : l'équité, un service de qualité, une bonne gouvernance et le partenariat.



PASEC : ÉVALUATIONS EN COURS

Dans la mouvance des nouvelles orientations du programme qui doivent se mettre en place en 2013, le PASEC termine cette année la dernière vague d'évaluations nationales en cours au Mali, au Cambodge, en République populaire Lao et au Vietnam, avant de passer en 2014 aux premières évaluations internationales. S'inscrivant déjà dans la logique de la réforme en cours, ces évaluations diagnostiques ont été conduites avec de nouveaux tests et marquaient déjà une évolution dans la méthodologie du PASEC.



En 2012, les activités prévues dans le cadre des évaluations diagnostiques à caractère national ont toutes été réalisées. 2013 consacrera la réalisation de plusieurs missions dans les pays pour renforcer les capacités des cadres nationaux, rédiger les rapports d'évaluation et procéder à la restitution des résultats.

Cambodge

Au Cambodge, l'évaluation diagnostique réalisée permettra de mesurer la valeur ajoutée d'une année scolaire sur les performances d'une école, tout en identifiant les facteurs scolaires et extrascolaires qui sont associés à une plus grande performance. Pour répondre à cette question, des échantillons d'élèves représentatifs de l'enseignement primaire public ont été évalués en début de 2^e année et en début de 3^e année, ainsi qu'en début de 5^e

année et début de 6^e année, avec des tests construits pour mesurer les capacités des élèves en compréhension de l'écrit, en compréhension orale et en mathématiques. En parallèle, des données contextuelles sont collectées au niveau des élèves et des directeurs qui permettront d'identifier le rôle de l'environnement éducatif et familial pour comprendre les disparités dans les acquisitions scolaires des élèves. La restitution des résultats de l'évaluation est prévue pour le second semestre 2013.

Mali

Au Mali, les enquêtes de fin d'années ont été effectuées dans le pays, malgré la situation politique difficile ayant occasionné la perte de 23 écoles dans le nord du pays et le déplacement de plusieurs élèves. La correction de la double saisie et le traitement des données sont en cours.

L'évaluation diagnostique du pays permettra de mesurer la valeur ajoutée au niveau élève et au niveau école, tout en rendant possible la recherche de facteurs liés aux performances scolaires.

Laos et Vietnam

Les évaluations au Laos et au Vietnam suivent le même format que le Mali. Un échan-

tilon d'élèves représentatif de la situation scolaire au niveau national a été évalué en 2^e et 5^e année du primaire au Vietnam et en 2^e et 4^e année au Laos, en début (pré-test) puis en fin d'année scolaire (post-test). Les tests permettront d'apprécier la progression des élèves au cours de l'année scolaire analysée. Des données contextuelles ont également été collectées au niveau des élèves, maîtres et directeurs afin d'identifier le rôle de l'environnement éducatif et familial sur la réussite scolaire et l'équité entre les élèves, écoles et régions. Le Laos et le Vietnam bénéficieront en 2013 d'un renforcement de capacités en analyse des données et les résultats des évaluations seront présentés aux pays respectivement en octobre et en novembre 2013.

Les quatre pays ont été évalués avec les mêmes instruments de mesure, ce qui permettra, à terme, de comparer les grandes tendances observées dans la sous-région et ainsi contribuer à éclairer l'action et le pilotage des politiques éducatives dans les pays membres de la CONFEMEN.





ATELIER DE TRAVAIL DE LA CONFEMEN À SALY



Le personnel du Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN s'est réuni en atelier, du 14 au 18 janvier 2013, à Saly, au Sénégal, pour une séance d'information et de formation. Les objectifs de l'atelier étaient de restituer aux participants les décisions et recommandations prises par la 55^e session ministérielle, informer sur les grands axes du plan d'action 2013-2016 du PASEC et finaliser le Plan d'action 2013-2014 de la CONFEMEN.

Le Secrétaire général, Monsieur KI Boureima Jacques, a dispensé un module de formation sur la méthode du cadre logique, en utilisant notamment les éléments de la Gestion axée sur les résultats. Les étapes et les caractéristiques d'élaboration du cadre logique ont été présentées et un modèle a été

mis à disposition pour les membres du personnel. La formation avait pour objectif de dispenser toute l'information nécessaire pour l'élaboration du cadre logique du plan d'action biennal de la CONFEMEN. Les différents pôles du STP se sont par la suite regroupés en atelier afin d'élaborer les objectifs spécifiques et indicateurs liés à leurs activités. Chaque pôle a également procédé à l'élaboration d'un chronogramme pour leur axe d'action.

Une séance plénière a finalement permis une mise en commun du travail effectué en atelier au niveau du cadre logique et du chronogramme. Tous les cadres logiques et les chronogrammes ont ainsi été validés lors de l'atelier à Saly, ce qui a permis par la suite de compléter le plan d'action 2013-2014

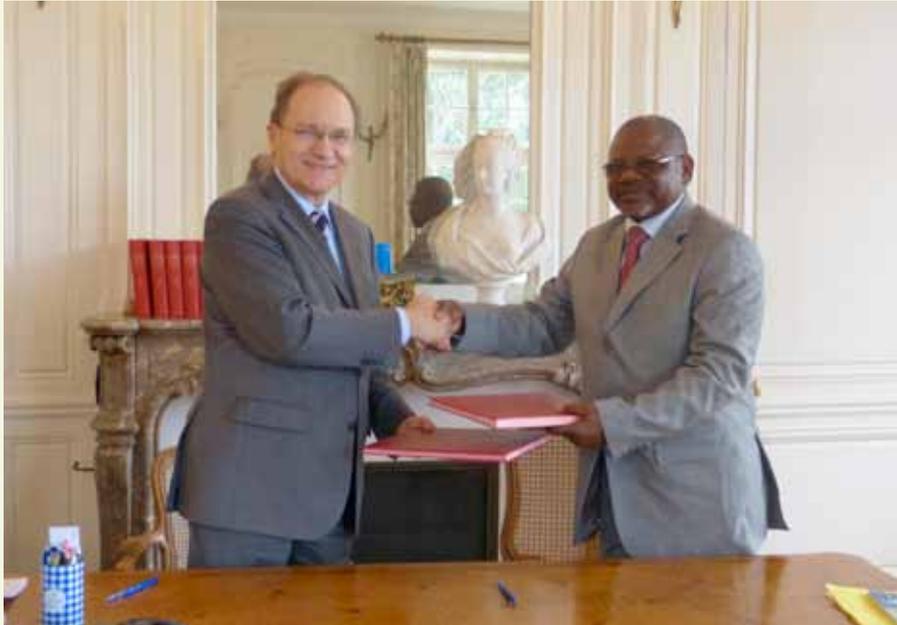
de la CONFEMEN. Le cadre logique et le chronogramme sont deux outils qui permettront de mieux évaluer la portée des activités de la CONFEMEN à l'aide notamment d'indicateurs objectivement vérifiables.

Le Secrétaire général a remercié et félicité tous les participants à l'atelier pour le travail accompli en peu de temps. L'objectif au niveau de la formation qu'il a donnée a été atteint et il a souhaité que les compétences acquises puissent servir à la mise en œuvre des activités de la CONFEMEN.





Signature d'une convention de partenariat entre la CONFEMEN et le CIEP



M. François Perret, directeur du CIEP (Centre international d'études pédagogiques), et, M. Jacques Boureima Ki, secrétaire général de la CONFEMEN (Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie) ont signé jeudi 14 mars 2013 au CIEP à Sèvres une convention renouvelant le cadre général de leur coopération, une coopération qui s'intensifie au fil des années.

Cette convention porte sur plusieurs domaines d'activités, couvrant tous les niveaux d'enseignement et métiers de l'éducation :

- la formation continue des enseignants du primaire, du secondaire général et des personnels d'encadrement ;
- le pilotage, la gestion et l'évaluation, l'audit des systèmes éducatifs et des établissements scolaires ;
- la réforme et l'adaptation de curricula ;
- l'appui à la création de certifications standardisées pour l'évaluation des compétences en français ;
- les ressources et l'ingénierie documentaires ;
- la mise en place d'une base de données sur l'évaluation des acquis

scolaires dans le cadre du PASEC (programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN).

Ce partenariat peut se traduire par l'organisation de séminaires, la participation conjointe à des projets de coopération, la réalisation d'études, de dossiers documentaires et d'évaluations ou le suivi-évaluation des projets communs.

Créé en 1945, le Centre international d'études pédagogiques est un opérateur public des ministères de l'éducation nationale et des affaires étrangères, en charge de la coopération internationale en éducation, au cœur de partenariats français et étrangers. Ses deux grands pôles d'activités sont l'éducation (enseignement général, supérieur et professionnel, reconnaissance des diplômes) et les langues (langue française, évaluation et certifications en français, langues étrangères et mobilité). Dans le domaine de l'éducation, il intervient plus particulièrement dans la reconnaissance des diplômes, la réponse à des appels d'offres et appels à proposition des bailleurs de fonds bi- et multilatéraux en éducation et formation, couvrant tous les secteurs, du primaire à l'enseignement supérieur et l'enseignement technique et professionnel, de même que la gestion de projets internationaux.

www.ciep.fr


 4221 33 869 10 16

CONFEMEN *infos*

est un trimestriel consacré à l'actualité, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde. Il est publié par le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.

Directeur de publication : KI Boureima Jacques
Rédacteur en chef : Abobacar Sy
Collaboration : Anne Penda Sène, Gnagalé Babakan, Mahip Diop, Marie-Anne O'Reilly, Équipe du PASEC, Équipe du Pôle "politiques éducatives"

Secrétariat technique permanent de la **CONFEMEN**
 Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 3^e étage
 Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3220 Dakar-SENEGAL
Tél. : 221 33 859 29 90
Fax : 221 33 825 17 70
Email : confemen@confemen.org